

DEPUIS 2017

GRAZIELLA MELCHIOR

DE L'HÉMICYCLE À LA CIRCONSCRIPTION



Depuis 2017, je vous représente à l'Assemblée nationale et en mesure toute la responsabilité.

Les élus m'ont fait confiance et j'ai soutenu des projets importants, dont :

- le second collège de Landerneau pour répondre à la dynamique démographique,
- la Centrale de Landivisiau en complément des énergies renouvelables intermittentes,
- l'Écomusée des algues de Plouguerneau pour le rayonnement scientifique et touristique.

Habitantes et habitants de cette belle 5^e circonscription du Finistère, partagée entre terre et mer, je vous ai rencontrés à ma permanence, en visite, et lors d'événements associatifs. J'ai apprivoisé ce territoire marqué par une valeur forte : **la solidarité**.

Toutes ces rencontres ont orienté mes choix législatifs. À moi, à présent, de vous faire découvrir les résultats d'un investissement de tous les instants.

Graziella Melchior

*députée de la 5^e circonscription du Finistère,
commissaire aux Affaires Économiques.*

- #01 **AMÉLIORER VOTRE POUVOIR D'ACHAT !**
- #02 **PRÉVENIR VOTRE SANTÉ !**
- #03 **PRÉPARER L'AVENIR DES JEUNES !**
- #04 **VOUS PROTÉGER AU QUOTIDIEN !**
- #05 **SOUTENIR L'EMPLOI ET LES ENTREPRISES !**
- #06 **PRÉSERVER NOTRE PLANÈTE !**



#01

AMÉLIORER**VOTRE POUVOIR D'ACHAT !**

Avec la majorité présidentielle, nous avons toujours eu à cœur de permettre à tous de vivre dignement. Cela veut dire que les revenus et les prestations sociales doivent permettre à chacune et chacun de se loger, s'alimenter, se chauffer, se déplacer, payer ses impôts... et s'offrir quelques plaisirs.

Lors de mon mandat, j'ai rencontré des associations caritatives et reçu des particuliers qui avaient du mal à boucler leur fin de mois. J'ai voté toutes les mesures allant vers plus d'équité et permettant de sortir de la précarité. Défendre votre pouvoir de vivre a été ma boussole.

Nous avons soutenu le pouvoir d'achat de ceux qui travaillent

Exemple pour un salarié au SMIC

+ 90€

augmentation de la prime d'activité

+ 266€ bruts par an

gain dû à la baisse des cotisations sociales sur les revenus du travail

+ 200€ nets par an

défiscalisation des heures supplémentaires

Nous vous avons soutenus au quotidien par

LA SUPPRESSION DE LA TAXE D'HABITATION

Landerneau, 6 154 foyers concernés

725€ de gain moyen

Plouguerneau, 2635 foyers concernés

387€ de gain moyen

Plouneventer, 731 foyers concernés

340€ de gain moyen

100€

supplémentaires de cheque énergie pour 5,8 millions de Français

100€

d'indemnité inflation pour 38 millions de Français en compensation de la hausse des carburants

100 %

de prise en charge des lunettes et prothèses dentaires et auditives

Entre 2017 et 2021 :

+8 %

de gain de pouvoir d'achat en moyenne

#02

PRÉVENIR VOTRE SANTÉ !



Visite de Brigitte Bourguignon déléguée auprès du ministre des Solidarités et de la Santé, chargée de l'Autonomie. MARPA de Ploudaniel.

Durant la pandémie, le système de santé a montré toute son efficacité. Nous le devons à l'ensemble des soignants, des personnels des établissements de santé, médico-sociaux, EHPAD... Consciente que les soignants et les accompagnants méritent toute notre reconnaissance, j'ai rencontré leurs représentants à de multiples reprises (collectifs infirmiers, associations d'aide à domicile...).

Je me suis également rendue dans les centres de vaccination contre la COVID 19 et les centres de collecte de sang pour soutenir les bénévoles, infirmiers, médecins et pompiers qui ont donné de leur temps pour protéger les autres.

Le Ségur de la Santé, qui s'est déroulé au printemps 2020, a permis la mise en place de mesures de soutien aux hôpitaux et aux personnels soignants :

- 19 milliards d'euros investis dans le système de santé,
- hausse de salaire pour les personnels soignants. (+ 290 € nets mensuels pour un infirmier en début de carrière) et les aides à domicile,
- plus d'étudiants en faculté de médecine pour combler les déserts médicaux,
- depuis 2017, + 81 % de maisons de santé pluridisciplinaires dans le Finistère.

Grâce à la responsabilité de chacun, l'application des mesures sanitaires (gestes barrières, utilisation de gel hydroalcoolique, port du masque, vaccination) a porté ses fruits. Le Finistère est l'un des départements qui s'est le mieux préservé du coronavirus.

19 Mrd€

investis dans le système de santé



hausse des salaires pour les personnels soignants et les aides à domicile

+81 %

maisons de santé pluridisciplinaires dans le Finistère, depuis 2017



Focus HANDICAP



Le handicap, qui est une des causes prioritaires du quinquennat, a toute sa place dans les politiques publiques de santé. L'État ainsi que ses représentants, ont la mission d'accompagner les personnes touchées par le handicap mais aussi leurs proches lorsqu'ils sont confrontés à des difficultés. Améliorer leur quotidien, simplifier les démarches, favoriser l'insertion des personnes en situation de handicap sont autant de sujets dont je me suis préoccupée.

Afin d'améliorer l'inclusion, nous aidons les personnes en situation de handicap à tous les âges.

- développement de l'école inclusive : 2 milliards d'euros supplémentaires, 63 plateformes de repérage des troubles autistiques,
- augmentation de l'Allocation Adulte Handicapé (AAH) : + 90 € par mois,
- aide de 4 000 € pour le recruteur d'une personne en situation de handicap.

#03

PRÉPARER L'AVENIR DES JEUNES !



L'école est fondamentale pour l'égalité des chances et la construction d'un esprit libre.

Nous avons réformé le baccalauréat pour mieux préparer aux études post-bac et créé la plateforme *Parcoursup* pour améliorer l'orientation des lycéens.

Nous facilitons le travail des directeurs d'école.

Nous soutenons les langues régionales.

Jeudi 8 avril 2021, j'ai ainsi voté la proposition de loi relative à la protection patrimoniale des langues régionales et à leur promotion. Grâce au rapport Kerlogot-Euzet, la méthode immersive est reconnue.

Nous offrons un Pass culture de 300 € à tous les jeunes de 18 ans pour s'offrir des biens culturels.

À chaque jeune une solution !

Afin qu'aucun jeune ne se retrouve sans solution scolaire ou professionnelle, nous avons développé le plan « 1 jeune 1 solution » (aides à l'embauche, formations, aides financières).



+13 %

de jeunes recrutés depuis le début de la mandature dans le Finistère

Focus L'APPRENTISSAGE UNE VOIE D'EXCELLENCE !

En 2018, j'ai été rapporteure de la loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel et j'ai défendu avec vigueur l'apprentissage. Cet enseignement est une chance pour nos jeunes et les entreprises de notre territoire. Dans notre département, grâce aux entreprises et aux centres de formation, il n'y a jamais eu autant d'apprentis. Ils sont 6 535 à avoir signé leur contrat en 2020 soit quasiment le double de 2017.

6 535

contrats d'apprentissage signés en 2020 dans le Finistère

SOUTIEN AUX ÉTUDIANTS

À l'automne 2020, j'ai rencontré des étudiants inquiets. Nous avons versé une aide exceptionnelle de 200 € pour ceux sans emploi, sans stage ou en précarité. Les propositions de stages ont été multipliées. Nous avons également voté les repas à 1 € dans les cités universitaires et la consultation psychologique gratuite.



#04

VOUS PROTÉGER AU QUOTIDIEN !



Les forces de l'ordre doivent aussi être protégées psychologiquement ainsi que physiquement et pouvoir exercer leur métier dans de bonnes conditions.

Le 30 avril 2019, j'ai posé une question au gouvernement relative aux tags découverts sur les murs de la gendarmerie de Landivisau, incitant les gendarmes à se suicider. Ces faits graves ont été condamnés avec la plus grande fermeté dans l'hémicycle par le Ministre de l'Intérieur.

La création du **Ministère chargé de l'égalité entre les femmes et les hommes** a permis de travailler sur les questions de harcèlement, d'outrage sexiste (puni jusqu'à 750 € d'amende). La loi du 3 août 2018 renforce la lutte contre les violences sexuelles et sexistes.

Focus VIOLENCES DOMESTIQUES



En 2019, j'ai organisé une table ronde à Plougouvest. Les témoignages des victimes, des associations (CIDFF et Abri côtier), de la vice-procureure du Tribunal de Brest, d'une médecin urgentiste et des gendarmes ont contribué à l'élaboration de la loi du 30 juillet 2020 qui a permis notamment :

- le déploiement du bracelet antirapportement et du téléphone grave danger,
- la suspension du droit de visite et d'hébergement de l'enfant mineur au parent violent,
- le maintien au domicile familial de la victime et de ses enfants en cas de violences.

Je me suis aussi investie contre les violences faites aux enfants en soutenant l'association Les Papillons. J'ai demandé, dans l'hémicycle, l'installation de boîtes aux lettres dans les écoles, collèges et lycées. Celles-ci permettent aux victimes de violences de bénéficier d'un nouveau canal de libération de la parole et ainsi de pouvoir être aidées.



Chaque habitant de notre pays doit se sentir en sécurité chez lui et en dehors. Dans cette optique, nous avons augmenté de 500 millions d'euros le budget du ministère de l'Intérieur, recruté 6214 membres des forces de l'ordre, renforcé le budget de la justice (+8 % en 2021) et réformé la justice pénale des mineurs.

Le budget des armées est lui aussi en augmentation et atteindra 2 % du PIB en 2022.

NOS RÉSULTATS

-20 %
de vols de véhicules

-25 %
du nombre de cambriolages

7 837
cartels de drogue
démantelés

+3
nouvelles gendarmeries
programmées dans la
circonscription

Focus ÉGALITÉ FEMMES/HOMMES

Depuis 2017, j'ai voté des lois qui ont permis des avancées concrètes pour l'égalité femmes/hommes :

- obligation de versement du salaire sur un compte bancaire personnel ou joint pour consacrer l'autonomie financière,
- réforme du versement des pensions alimentaires pour lutter contre les impayés,
- mise en place dans les entreprises d'un indicateur d'écart de rémunération entre les femmes et les hommes dans l'objectif de les réduire,
- congé de paternité porté à 28 jours.

#05

SOUTENIR L'EMPLOI ET LES ENTREPRISES !

Ce sont les salariés et les entreprises qui font la compétitivité d'un pays. J'ai pu constater que les entrepreneurs de ma circonscription sont inventifs, agiles et solidaires. En 2019, membre de la commission spéciale, j'ai contribué à ce que la loi PACTE, plan d'action pour la croissance et la transformation des entreprises, leur donne les moyens d'innover et de créer des emplois. Depuis le début de la crise sanitaire, dans notre département, **21 455 entreprises ont été soutenues par les dispositifs** du fonds de solidarité, des prêts garantis par l'État et des aides du Plan de relance.



De très nombreuses entreprises de ma circonscription ont bénéficié du Plan de relance pour améliorer leur compétitivité ou assurer leur transition écologique. Quelques exemples : Savel (Lannilis), Serma (Lampaul-Guimiliau), EIMA Prod (Guipavas), Le Triporteur (Plouédern), Jaffredou (Pencran), Cloître Imprimeurs (Saint-Thonan)... sans compter les 280 commerçants et artisans qui ont perçu le chèque France Numérique de 500 €.

Co-rapporteuse d'une mission d'information sur le partage de la valeur au sein des entreprises françaises, j'ai fait des propositions pour limiter les écarts de rémunération par :

- la transparence et l'encadrement des hautes rémunérations,
- le développement de l'intéressement et de la participation des salariés,
- la revalorisation des bas salaires dans le cadre du dialogue social.

La relance est là !

6,8 %

Taux de chômage en Finistère

8,1 %

Taux de chômage en France

Un moment fort en 2021 : la signature de la reprise de l'ancien site de Gad à Lampaul-Guimiliau par la Cooperl, peu après la rencontre entre les partenaires et le sous-préfet à la relance que j'avais organisée.



Focus AGRICULTURE

L'agriculture est au cœur de l'économie de la circonscription. Tout doit être fait pour garantir aux agricultrices et agriculteurs un revenu juste, c'est pourquoi, au sein de la commission des affaires économiques, j'ai participé et voté les lois Egalim 1 et 2 qui ont pour but de protéger la rémunération des agriculteurs et de réguler les relations commerciales entre producteurs, transformateurs et grande distribution. Elles permettent aussi de développer le recours aux produits de qualité et durables notamment dans la restauration collective publique.

L'État récompense et encourage également les agriculteurs qui respectent le bien-être animal et suivent la réglementation de protection des animaux en élevage. Il fournit à cette fin des aides aux investissements de biosécurité ou d'amélioration des conditions d'élevage.

Les retraités agricoles ne sont pas oubliés. À partir de novembre 2021, 227 000 d'entre eux touchent environ 100 € de plus par mois.

#06

PRÉSERVER NOTRE PLANÈTE !



POUR LE CLIMAT, IL EST GRAND TEMPS D'AGIR !

Nous avons voté plusieurs lois pour amener la France vers la réduction des déchets et la décarbonation.

Dans le cadre de la loi Climat et Résilience, j'ai invité le rapporteur Lionel Causse à découvrir notre littoral et ses spécificités afin de faire évoluer la loi tout en protégeant nos côtes.

Rapporteuse pour la loi AGECE (Anti-Gaspillage pour une Économie Circulaire), j'ai soutenu l'indice de réparabilité (plutôt réparer que jeter), le tri des déchets du bâtiment pour mieux les réutiliser ou les recycler et fait voter un amendement pour supprimer les emballages plastique des fruits et des légumes. Il s'inscrit dans la trajectoire de fin de mise sur le marché d'emballages plastique à usage unique en 2040.

Le gaspillage alimentaire est une aberration économique et environnementale. En France, chaque année, 10 millions de tonnes d'aliments sont jetées à la poubelle. En 2019, j'ai été co-rapporteuse de l'évaluation de la loi de 2016 dite loi Garot qui interdit les pratiques de destruction des invendus alimentaires dans les supermarchés. Notre rapport remis aux ministres de l'agriculture et de la transition écologique préconisait entre autres la création d'un label anti gaspi et le renforcement des contrôles et des sanctions en cas d'invendus détruits.

- 50%

de gaspillage alimentaire en 2025 par rapport aux chiffres de 2015 dans les secteurs de la grande distribution et restauration collective (objectif défini par la loi AGECE)

LA FRANCE A PRIS DES ENGAGEMENTS FORTS POUR :

- la rénovation thermique des bâtiments dans le cadre de MaPrimeRenov' : plus de 300 000 aides au niveau national pour un montant moyen de 200 € alloués par foyer,
- les mobilités douces : forfait "mobilités durables" jusqu'à 400 €/an,
- la conversion automobile : bonus écologique jusqu'à 7 000 € pour l'achat d'un véhicule propre.

16 494

primes véhicule accordées
dans le Finistère



Visite de Barbara Pompili, Ministre de la Transition écologique à Alcatel Lucent.

ÊTRE DÉPUTÉE

un investissement de tous les instants !



“ Au quotidien je reçois ou vais à la rencontre des associations, des syndicats, des professionnels de tous secteurs et des particuliers qui m'exposent leurs problématiques. Je cherche alors des solutions dans les textes législatifs, réglementaires ou auprès des services de l'Etat ou des Ministères. Ces rencontres nourrissent ma réflexion dans l'approche des thématiques ou des textes de loi en préparation ou examinés à l'Assemblée nationale. Je rencontre aussi les élus et échange avec eux sur leurs projets. Mon rôle est également d'améliorer votre quotidien en votant des lois pour le maintien des services publics (maisons France Service), la simplification administrative et l'amélioration de votre cadre de vie (Petites Villes de Demain). ”

LE SAVIEZ-VOUS ?

Le député est élu pour 5 ans au suffrage universel direct.

Le député est le représentant de la nation et peut se faire l'écho des préoccupations de sa circonscription.

LE DÉPUTÉ EST PRÉSENT SUR LE TERRAIN



Le député va rencontrer les habitants de sa circonscription et les reçoit pour répondre à toutes les questions relatives à la législation et aux problèmes administratifs et humains.

LE DÉPUTÉ ASSISTE AUX COMMÉMORATIONS

Le député participe aux manifestations officielles en hommage aux victimes des conflits.



LE DÉPUTÉ PRÉPARE ET VOTE LA LOI



Le député participe aux débats sur les textes de loi. Le texte est d'abord discuté au cours des travaux de commissions (réunions lors desquelles les députés préparent le futur débat à l'assemblée), puis dans l'hémicycle. Il peut aussi présenter des propositions de loi et amendements (modifications).

LE DÉPUTÉ CONTRÔLE LE GOUVERNEMENT

Dans le cadre de sa commission ou des missions d'information et d'enquête qui lui sont confiées, il interroge les ministres ou des personnalités qualifiées.

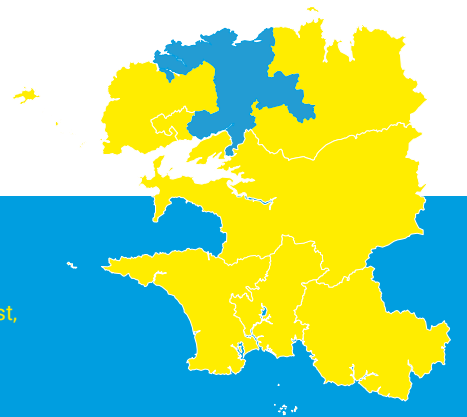
Contrôler le gouvernement, c'est :

- analyser et surveiller l'activité du gouvernement,
- s'assurer que l'action du gouvernement est efficace et adaptée aux citoyens,
- prévenir les excès de pouvoir de la part du pouvoir exécutif et garantir la démocratie.

Pour contacter la députée et ses collaboratrices, Armelle Coffin, Caroline Forest et Loréenn Morvan :

- Permanence : 54 Quai de Léon 29800 Landerneau
- Téléphone : 02 29 63 92 41
- Mail : graziella.melchior@assemblee-nationale.fr
- Site internet : graziellamelchior.fr

Vous pouvez également suivre les actualités de la députée sur les réseaux sociaux



Votre circonscription : Bodilis, Dirinon, Le Folgoët, La Forest-Landerneau, Goulven, Guimiliau, Guipavas, Guissény, Kerlouan, Kernouës, Lampaul-Guimiliau, Landéda, Landerneau, Landivisiau, Lanhouarnau, Lannilis, Lesneven, Pencran, Ploudaniel, Plouédern, Plouescat, Plougar, Plougourvest, Plouguerneau, Plouider, Plounéour-Brignogan-Plages, Plouneventer, Plounevez-Lochrist, Le Relecq-Kerhuon, Saint-Derrien, Saint-Divy, Saint-Frégant, Saint-Méen, Saint-Servais, Saint-Thonan, Tréfléz, Trégarantec, Tréglonou, Trémaouézan